

54906

Distr.
LIMITEE

S&T/IGCESTD/5/51(a)4
juillet 1987

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Comité intergouvernemental d'experts pour
le développement de la science et de la
technique

Cinquième réunion

Addis-Abeba (Ethiopie), 2-8 novembre 1987

RAPPORT SUR LES ACTIVITES DU GROUPE DE TRAVAIL
POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST

1. Le Groupe de travail de la science et de la technique pour l'Afrique de l'Ouest a tenu sa première réunion à Dakar du 6 au 9 avril 1987, au siège du Centre régional africain de technologie (CRAT). Le Togo, chargé de convoquer les réunions de la sous-région n'avait pas été en mesure d'accueillir la réunion et c'est ainsi que le CRAT a accepté d'accueillir cette réunion et de fournir les services de secrétariat nécessaires. Onze Etats membres ont participé à la réunion qui a été présidée par le représentant du Gouvernement sénégalais.
2. Etant donné qu'il s'agissait de la première réunion du Groupe de travail, le secrétariat de la CEA a dû exposer les objectifs qui devraient permettre aux experts des gouvernements de la sous-région d'analyser de façon détaillée trois domaines principaux, à savoir : - développement de la science et de la technique, besoins essentiels et industrie, - sur la base des besoins au niveau sous-régional et géographique, - proposer des idées concrètes de projet à examiner en priorité.
3. Chaque représentant a donné un aperçu des structures et activités en matière de science et de technique dans son pays. Après avoir abordé les principaux thèmes, les représentants ont estimé qu'il importait de procéder à des discussions plus approfondies et ont exprimé le souhait de se rencontrer avant la principale réunion du comité intergouvernemental d'experts sur le développement de la science et de la technique, prévue pour la première semaine de novembre à Addis-Abeba. Il y a eu accord sur les idées de projet pour la sous-région et certaines d'entre elles devront être examinées de façon plus approfondie lors de la réunion suivante.
4. Dans le domaine du développement de la science et de la technique, on a estimé que le principal problème était celui de la formation de la main-d'oeuvre. En raison des coûts en jeu, la formation au sein de centres régionaux a été encouragée et la CEA a été priée d'assurer cette formation, en collaboration avec le PMUD. Certains représentants se sont inquiétés de l'exode des compétences et ont souligné qu'il importait d'assurer le retour des experts africains travaillant hors de la sous-région.

S'agissant de la question des besoins essentiels, étant donné que le sujet est vaste, il a été convenu de lancer un projet intégré visant à augmenter la production alimentaire et dont certains éléments porteraient sur l'utilisation des techniques nouvelles disponibles actuellement. Le Centre régional africain de technologie propose un projet similaire au FASNUDA et à d'autres organismes de financement bilatéral.

Dans le domaine de l'industrie, la réunion a recommandé d'organiser un stage de formation sur les agro-industries et les technologies alimentaires, avec un accent particulier sur les moyens de commercialiser les résultats des travaux de recherche existants, car le fossé entre la recherche et l'utilisation finale s'élargit. L'application des résultats des travaux de recherche disponibles pourrait accélérer le processus visant à augmenter la production alimentaire. Les participants ont en outre reconnu que les secteurs industriels devraient contribuer au financement des activités en matière de science et de technique dans la sous-région. Les autres questions soulevées devront être examinées de façon plus approfondie lors de la prochaine réunion du Groupe de travail.

5. Le Groupe de travail pour l'Afrique de l'Ouest qui comprend 16 Etats membres est le plus grand et ses membres sont des Etats anglophones et francophones ainsi que quelques lusophones. Pour permettre à la sous-région d'organiser les réunions régulièrement et d'exécuter les activités confiées aux Etats membres, il est non seulement nécessaire de disposer de fonds pour les déplacements mais également pour l'interprétation. C'est ce qui a empêché le Groupe de se réunir plus tôt et la première réunion du Groupe pourrait avoir lieu, grâce à une subvention du PNUD à l'OJA, par le biais du Fonds des Nations Unies pour la science et la technique. Les activités du Groupe de travail peuvent être effectuées de façon régulière si des ressources sont fournies à la fois par les Etats membres eux-mêmes et les organisations internationales. Comme on a pu le voir dans les recommandations, la sécurité alimentaire et la dégradation de l'environnement du fait de la désertification sont les questions prioritaires à aborder et les projets dans ces domaines nécessitent un financement international. Les organisations internationales opérant dans la sous-région devraient mettre leurs ressources ensemble de façon à résoudre les problèmes. Le Groupe de travail a souligné qu'une telle coopération était nécessaire.